

La politique américaine de pression sur les livraisons d'armements.

L'hostilité des Etats-Unis au gouvernement vénézuélien et au président Chavez s'exprime sur tous les modes et à toutes les occasions : le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a ainsi déclaré devant le *National Press Club* à Washington: "Nous avons Chavez au Venezuela avec plein d'argent provenant du pétrole. Il est une personne qui a été élue légalement, tout comme Adolf Hitler fut légalement élu ».ⁱ

Cette hostilité est à l'origine des obstacles que Washington accumule devant la politique d'armement du président vénézuélien : cette politique vise à donner au pays les moyens d'un contrôle de la zone côtière atlantique, jusqu'au Panama, mais aussi à disposer de moyens de surveillance de la frontière avec la Colombie. Outre les contentieux historiques, l'activité des différents réseaux de trafiquants de drogue suffirait à justifier une telle perspective. C'est en ce sens que Hugo Chavez avait annoncé pour 2005 un premier programme de rééquipement d'un montant de 500 millions de dollars.ⁱⁱ

Ce programme pour 2005 et 2006 comporte l'acquisition d'avions de transport, d'avions de surveillance, d'avions de patrouille, de systèmes radars et d'hélicoptères.

Achats à la Russie et à la Chine

Les forces vénézuéliennes étaient traditionnellement équipées de matériels américains, mais le gouvernement vénézuélien avait déjà modifié ces « habitudes » en commandant à Rosoboronexport la principale société publique russe d'exportations d'armes, pour 50 millions de dollars de fusils d'assaut AK 47 pour moderniser l'équipement individuel de ses soldats.ⁱⁱⁱ Les fournisseurs russes et chinois ont également été sollicités pour des matériels plus importants : un contrat de 150 millions de dollars pour la fourniture de systèmes radars mobiles de défense antiaérienne a été notifié à la Chine et un accord cadre a été signé avec la Russie pour la livraison de 44 hélicoptères d'ici 2010. Cet accord cadre a été concrétisé par une première commande de 120 millions de dollars pour dix appareils, destinés à la surveillance de la frontière colombienne.^{iv} Les Etats-Unis n'ont évidemment guère de prise sur ces fournisseurs. En revanche ils en ont sur les autres pays sollicités et ne se sont pas privés de le montrer de même qu'ils ont tenté d'utiliser les moyens de rétorsion dont ils disposaient

En effet la Fuerza Aérea de Venezuela (FAV) était équipée d'avions américains F-16 depuis les années quatre-vingt. Ces appareils de Lockheed-Martin avaient besoin d'être de réparations (pièces de rechanges) et de travaux de maintenance. Mais en début d'année 2005 Washington avait mis sous embargo de fait ces travaux de maintenance.^v Caracas avait approché des sociétés israéliennes, aptes à réaliser ces opérations, et en octobre 2005 un contrat était sur le point d'être signé. Mais les Etats-Unis ont signifié au ministre israélien de la défense leur opposition à un tel contrat. Il a fallu que le président vénézuélien menace de livrer en représailles certains de ces F-16 à Cuba ou à la Chine pour que les pièces de rechange soient finalement livrées.^{vi}

Achats à l'Espagne et au Brésil

Mais les négociations les plus importantes avaient été menées avec l'Espagne : les commandes discutées dès le début de l'année 2005^{vii} ont été finalisées en novembre à Caracas où José Bono, le ministre espagnol de la défense, en réponse aux déclarations de Donald Rumsfeld, qualifiant ces ventes « d'erreur », avait affirmé « la souveraineté et l'autonomie de l'Espagne ». le contrat d'un montant de 1,7 milliard d'euros comporte quatre patrouilleurs côtiers, quatre corvettes, dix avions de transport C-295 et deux avions de patrouille maritime CN-235. Ces appareils sont construits par CASA, le constructeur espagnol fusionné dans

EADS . Mais l'administration américaine a mis son veto à la vente de ces avions en refusant les licences de réexportation pour les composants de technologie américaine inclus dans les appareils. Le gouvernement espagnol a cependant décidé d'honorer le contrat et Casa est en quête de substituts européens aux composants américains.^{viii}

Cette interdiction n'est pas la seule : le Venezuela voulait aussi acquérir 24 avions de patrouille Super Tucano auprès du constructeur Brésilien Embraer. Mais là encore le fait que ces appareils comportent des sous-ensembles américains (moteur, système de vision nocturne) et israélien (système de surveillance) a permis que les Etats-Unis mettent leur veto à ces ventes.^{ix} La firme brésilienne dont les Etats-Unis sont le premier client (80% des ventes) peut difficilement faire autre chose que se plier à ces injonctions. Mais les conséquences pour son programme sont d'autant plus lourdes que la Colombie, sur l'avis des conseillers américains, vient de renoncer à la commande de 24 super Tucano qu'elle avait envisagé.^x

Pressions sur l'Europe.

Au-delà du cas vénézuélien, ceci souligne à quel point le fait de maîtriser la production d'armement donne un pouvoir politique au pays systémier. Cette évidence est pourtant fréquemment contestée ces dernières années par un certain discours « naïf » sur les vertus de la concurrence, censée produire le meilleur matériel au meilleur prix. Ce discours a comme objet réel d'amoindrir le rôle de l'Etat dans la production d'armement, en ouvrant de surcroît la voie à un déferlement de matériels américains.

Les tenants de cette ligne ultra-libérale devraient pourtant savoir que les « pressions » d'outre-atlantique ne concernent pas que des régimes jugés « dangereux » mais peuvent s'appliquer aux pays « amis », comme le montre le fait que récemment le britannique Rolls-Royce, voulant faire venir de sa filiale US Allison un spécialiste américain des turbopropulseurs pour travailler sur le moteur de l'A400M, en a été empêché sur interdiction du Pentagone.^{xi}

Jean-Paul Hébert

- ⁱ 3 février 2006. voir http://questionscritiques.free.fr/edito/CP/Eva_Golinger_030206.htm
- ⁱⁱ voir Air & Cosmos N°1991, 8 juillet 2005
- ⁱⁱⁱ la commande représente 10 000 fusils. Voir AFP 17 mai 2005
- ^{iv} AFP 10 mars 2005
- ^v voir Air & Cosmos N°1965, 7 janvier 2005
- ^{vi} voir P. Grasset, “With friend like this...”, 26 octobre 2005 http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=2102
- ^{vii} AFP 21/02/2005 L’Espagne conclut un marché d’armement avec le Venezuela
- ^{viii} Le Monde, 13 janvier 2006 et 14 janvier 2006
- ^{ix} les Echso, 18 janvier 2006.
- ^x Air & Cosmos N°1966 , 14 janvier 2005
- ^{xi} Air & Cosmos N°2007, 25 novembre 2005